

Que faire après les attentats et la mobilisation du 11 janvier ?

Texte de réflexion proposé par Didier Minot

Non diffusé au nom du Collectif qui n'a pas souhaité, sur le principe, diffuser de texte sur ce sujet

Ce texte s'adresse aux associations membres du Collectif et à tous les citoyens qui souhaitent dépasser cette première réaction et aller plus loin, en proposant des éléments de réflexion et non des solutions toutes faites. La situation nouvelle suscite de nombreux débats dans le pays, dans les médias et au sein du collectif. Notre objectif est d'aider à penser les choses en termes de confiance et non de peur. La multiplication des débats est un premier temps indispensable, en espérant que cela débouchera sur des actions et des changements effectifs.

Que s'est-il passé ?

Les attentats des 7, 8 et 9 janvier ont suscité un grand désarroi chez beaucoup de citoyens, parfois un abattement de plusieurs jours, de la révolte, de la peur, de la détermination et de très fortes réactions affectives. Trois à 4 millions de personnes sont descendues dans la rue le 11 janvier, avec des rassemblements dans de nombreuses villes et même dans des villages. Par ex., à Jouques (Bouches du Rhône), on a réuni 300 personnes en 24 heures, avec de vrais débats de fond. Cela est considérable, même si le rassemblement a été amplifié par l'unanimité de la classe politique et par le matraquage des médias.

Pourquoi les participants ont participé

Il était très difficile pour les manifestants d'avoir une vision globale de ce que pensent les gens, pourquoi ils étaient là. C'est en regardant les médias qu'on pouvait avoir une vision plus large, mais à travers un prisme déformé. Les motivations étaient diverses, et il est bien difficile de discerner une tendance dominante. Il y a donc aujourd'hui une bataille de l'interprétation. Risquons quelques hypothèses à partir des témoignages.

- Pour nombre de citoyens, des logiques de guerre sont brusquement apparues très proches, comme les menaçant directement, même si il y a une grande différence entre des attentats qui ont fait 17 morts et ce que vivent les pays en guerre, avec des centaines de milliers de victimes.

- Beaucoup ont manifesté contre les attentats, pour exprimer leur refus de la violence, en s'identifiant aux victimes de Charlie Hebdo (« Je suis Charlie »), en refusant le chantage de la peur, l'antisémitisme, ou pour la défense de la liberté d'expression, de la liberté de la presse. Les pancartes parlaient des principes de la République (liberté, égalité, fraternité), de la défense de tous les droits fondamentaux. Les flics ont été applaudis.

- On était dans une période de défaitisme et de renoncement. Une frange militante de la population s'est réveillée. Cela renforce la détermination de ces militants. Les mobilisations ont révélé une société beaucoup moins négative, défaitiste, agressive que ce qu'on ne le dit habituellement. C'est une bonne surprise. Mais il ne faut pas se leurrer. Nombreux sont ceux qui sont restés à l'écart. Certains continueront à voter Front National ou à faire leur tiercé. Mais les « invisibles » sont pourtant porteurs de générosité, ils participent localement à la vie associative.

Pourquoi certains ont refusé de participer, ou l'ont fait avec des réserves

Certains ont refusé d'aller manifester, ou l'ont fait avec des réserves, pour plusieurs raisons :

- La manifestation initiale, lancée par les syndicats et les associations, a fait l'objet d'une récupération politique par le gouvernement et par les chefs d'État qui se sont invités, dont certains sont loin d'être des amis de la liberté de la presse ou de la liberté tout court (Nétanyahou, Bongo, etc.) en soulignant qu'il n'y a pas eu un bémol de critiques par rapport à ces participations. D'autres ont cependant estimé que les chefs d'État ont défilé à part et que l'essentiel était ailleurs, que ce n'était pas la manifestation des partis politiques.

- L'unanimité a été instrumenté par le gouvernement, les médias et les dirigeants européens face à l'ampleur de l'émotion et à la mobilisation qui s'amorçait. Le discours d'union républicaine est critiqué par certains qui estiment que le discours républicain s'est construit sur des guerres coloniales.

- Certains ont vu d'abord le danger d'une dérive sécuritaire. Les citoyens sont sommés de réagir à une injonction de mobilisation guerrière. Le gouvernement et les médias instrumentalisent la peur pour aller dans le sens d'une politique sécuritaire.
- Ceux qui se battent quotidiennement contre toutes les formes de violence (assassinat de journalistes syriens, de 600 enfants à Gaza en 2014, etc.) ont eu l'impression de deux poids deux mesures. Face aux formes de violence multiples déjà présentes nul ne dit rien.

Pour que le mouvement ne soit pas détourné, il faut s'opposer à ce que le choc émotionnel ne soit utilisé pour justifier l'aggravation du plan de rigueur, pour restreindre les libertés au nom d'une politique sécuritaire.

Entre un grand débat et une récupération sécuritaire, qui va l'emporter ?

Aujourd'hui, 15 jours après les attentats et 10 jours après la marche, nous sommes face à une avalanche de commentaires face auxquels il n'est pas facile de se repérer. Un grand débat s'est engagé. Dans les médias, des questions nouvelles émergent, des témoignages sont recueillis, même si les amalgames et les approximations sont fréquents : débats sur la nécessité d'une éducation citoyenne, d'une autre politique pour les banlieues. Débat sur l'Islam et la laïcité, pas toujours exempt d'islamophobie. Dans la tête de certains élus et gouvernants, cette manifestation fait aussi bouger les choses, même si très rapidement beaucoup reconstruisent des explications.

Mais parallèlement on prend très vite le chemin d'une dérive sécuritaire, car d'ores et déjà le gouvernement multiplie les mesures guerrières, les atteintes aux libertés individuelles et renforce une surveillance généralisée de la population¹. On constate, même sans Patriot Act, une multiplication de mesures qui vont peser sur les libertés individuelles, la manière de rendre la justice et la stigmatisation de certaines populations. Plus qu'une impasse, la réponse sécuritaire est une arme terrible qui peut frapper tous les opposants. On voit déjà que les opposants à Sivens sont considérés comme des quasi-terroristes.

Dans le même temps, le gouvernement maintient inchangée la politique qui a conduit à la situation actuelle. Le lendemain des mobilisations, la loi Macron était mise en débat.

Quelles sont les causes de la situation actuelle ?

Il faut poser des questions pour approfondir le débat. Pourquoi la République produit des gens qui vont assassiner d'autres gens ? Beaucoup veulent empêcher de réfléchir sur les causes, parce que cela oblige à remettre en cause les politiques menées depuis 20 ans il faut arriver à mener ce débat.

Causes globales

L'émergence de ce type de violence n'est pas le fruit du hasard. La plupart des discours des médias et les gouvernements ne s'interrogent pas sur les causes, pour surtout ne rien changer aux politiques essentielles. Or, toute solution durable nécessite une réflexion sur les causes.

La situation actuelle a été préparée depuis 30 ans par une longue série de renoncements, de décisions contraires à l'intérêt général, de stigmatisation des pauvres, des chômeurs et des populations d'origine étrangère. Les causes sont culturelles, économiques et pas seulement religieuses. L'école ne joue plus son rôle de promotion individuelle et collective.

« Si le terrorisme pratiqué par les fanatiques islamiques est indéniable, une autre forme de terrorisme est à l'œuvre dans notre monde, en permanence et infiniment plus destructeur, mais non reconnu car jamais désigné comme tel et qu'il est confondu à l'ordinaire du quotidien. Ce terrorisme là n'a pas besoin de Kalachnikov ni de commando : il tue et inflige d'immenses souffrances à des millions de personnes mais en silence, dans le plus total anonymat, avec pour arme l'ordinateur, la spéculation, les traités de libre échange, la dette, l'impératif de croissance et la recherche de profit financier comme seul finalité. 30.000 citoyens du monde meurent de la faim chaque jour, non que la nourriture manque, mais parce qu'elles n'ont pas l'argent pour l'acheter. 150.000 personnes sont sans abri en France. 200 millions de chômeurs dans le monde, du moins répertoriés dans les statistiques, sans doute beaucoup plus »². Le droit international issu de l'ONU et de la déclaration universelle des droits de l'homme ont été marginalisés au profit d'accords commerciaux qui organisent la prédation de la richesse mondiale par une infime minorité.

¹ On voit s'appliquer à notre pays la « stratégie du choc » décrite par Naomi Klein : Les chocs psychologiques sont l'occasion d'imposer plus facilement des réformes économiques, de développer une industrie de la sécurité intérieure, etc. Voir http://fr.wikipedia.org/wiki/La_Strat%C3%A9gie_du_choc

² Citation de Philippe Derudder le 11 janvier

Causes locales

Parallèlement, la **ségrégation des populations et le recul de l'action publique** conduisent à un recul de la solidarité et de la vie associative sur de nombreux territoires, et pas seulement ceux de la politique de la ville : recul de l'éducation populaire, de la culture, de la solidarité. Quelques exemples : à la Goutte d'Or, existait il y a 20 ans une foule d'associations faisant du lien. Seules quelques-unes résistent aujourd'hui et sont en butte aux tracasseries, aux appels d'offres et à la baisse des crédits. Pendant 10 ans, l'association Intolérance, fondée par des institutrices dans les quartiers nord de Marseille, a multiplié les initiatives pour lutter contre l'intolérance qui s'exprime dès la maternelle entre les enfants avec un grand succès. L'association a disparu fin 2012, victime des baisses de crédits et des délais de paiement imposé par le Conseil Général. Fin 2013, la Cathode, télévision associative locale, a fermé ses portes alors qu'elle donnait la parole aux habitants du 93. On pourrait citer des dizaines d'exemples comme ceux-là. Il faudrait dire combien de violences ont évité Intolérance, La Cathode, Accueil Goutte d'Or. Tous ces exemples montrent le rôle indispensable des associations sur le terrain, alors que les décideurs ne les considèrent que comme des dépenses inutiles.

Ces évolutions, dont l'analyse est jusqu'ici esquissée pour inviter au débat, conduisent tout droit à l'humanité et la planète à la catastrophe écologique, sociale, démocratique et géopolitique, avec la multiplication des replis xénophobes et des logiques de guerre³. C'est au niveau national et mondial qu'il faut reconstruire dans la durée un ordre institutionnel qui redonne la primauté aux droits fondamentaux.

Que peuvent faire les associations citoyennes ?

Cette question « Et maintenant que faire ? » est omniprésente. A l'opposé d'une réponse sécuritaire, **le choc émotionnel doit aussi conduire les citoyens à débattre des causes, échanger et élaborer collectivement des propositions. Notre conviction est que pour sortir de cette crise et inventer l'avenir, l'action des citoyens est déterminante.** Il est essentiel d'engager de tels débats, en proposant des éléments de réflexion et non des solutions toutes faites, car on peut être sûr que d'autres formes de violence émergeront au sein des populations méprisées et oubliées si le gouvernement se contente de politiques répressives. La multiplication des débats est un premier temps indispensable, en espérant que cela débouchera sur des actions et des changements effectifs.

Comment mettre en mouvement les citoyens par la multiplication des débats ?

Face à cette dérive, nous pouvons proposer la richesse et la créativité des débats et des échanges. L'intelligence collective de tous ceux qui étaient dans la rue le 11 janvier peut permettre de concevoir d'autres façons d'agir, d'autres politiques, au service des droits fondamentaux et d'une société solidaire.

Nous sommes soumis à une guerre idéologique qui accompagne la croissance des inégalités. Beaucoup d'individus sont aliénés, dominés par ce matraquage médiatique qui développe systématiquement le fatalisme, la violence, le chacun pour soi et le partage du mépris. Mais comme le dit Paulo Freire, il est possible de se libérer ensemble.

Une frange militante de la population, qui était démoralisée et résignée, a repris espoir. Mais ce sont aussi des citoyens pas forcément impliqués qui se sont réveillés. C'est ceux là qu'il faut amener à s'impliquer dans la durée. Pour cela, il faut se parler, leur proposer **des démarches participatives, de la formation citoyenne, des cafés conviviaux, de la fête**, et ouvrir à d'autres personnes que celles qui manifestent habituellement. Le collectif peut accompagner ces initiatives, parce qu'il a déjà une réflexion, qu'il est intersectoriel et qu'il rassemble des associations citoyennes, donc porteuses de sens car elles contribuent au bien commun.

Dans les rassemblements, on était loin de la dénonciation par des slogans, mais plutôt dans la convivialité et la fraternité. Message aux militants : les citoyens ne sont pas des imbéciles parce qu'ils prennent les choses autrement que ne le font les institutions militantes !

Miser sur la culture digitale et le renouvellement des générations

La culture digitale crée une véritable coupure intergénérationnelle, et constitue un média essentiel aujourd'hui. Il y a entre les jeunes une vie collaborative sur le net, beaucoup de générosité, beaucoup de confrontations aussi. Il faut arriver à échanger avec cette forme de relations. **Comment développer une démarche éducative émancipatrice sur le net plutôt que le mimétisme ?** Notre responsabilité éducative est fondamentale, car on retrouve sur le net la même coupure, avec ceux qui sont embrigadés. Le discours

³ Voir Fin de l'occident, naissance du monde, Hervé Kempf Collection Essais 2014

dominant est hyper contrôlé sur Internet. De même, il est nécessaire de laisser de l'espace pour que les jeunes puissent prendre leur place tant au niveau local que globalement.

Comment retrouver le sens de l'action commune ?

La situation actuelle nous interroge sur les raisons d'agir communes à tous, les valeurs qui fondent le vivre ensemble. Un des messages des manifestants a peut-être été cette volonté de reconstruire ensemble, au-delà des clivages, un avenir commun, d'aller vers une société qui retrouve le cœur et les valeurs de la République, en mettant sur le même pied la liberté, l'égalité et la fraternité. Elles sont toutes trois également nécessaires et forment un tout : droit à la dignité, liberté de s'exprimer, droit de s'associer, droit à la santé, au travail et au logement, droit à l'éducation, égalité entre tous les citoyens. **Comment les associations citoyennes travaillent à l'exercice de ces droits fondamentaux, qui sont autant de biens communs ?**

La situation actuelle interroge aussi chacun sur la cohérence entre son action et le sens qu'il donne à son existence, dans la diversité des convictions et des questionnements. **Pourquoi agissons-nous, au nom de quels principes d'actions ?** Le respect mutuel des réponses est constitutif de la laïcité, tout autant que la neutralité de l'État par rapport aux confessions religieuses. L'exigence de fraternité est également porteuse d'une exigence de responsabilité. La liberté d'expression, comme la liberté de création artistique, ne peut se détacher du contexte social dans lequel la formation ou l'œuvre est diffusée⁴. **Comment discerner la libre critique et l'islamophobie, l'antisémitisme et l'antisionisme, comment montrer que le terrorisme est l'action de fascistes qui se servent de la religion et du terrorisme pour déstabiliser le monde et tenter de le dominer ?**

Comment multiplier les actions citoyennes sur le terrain ?

Ce débat est essentiel pour refonder la démocratie. Il concerne tous les citoyens, mais les associations ont beaucoup à y apporter par les valeurs qu'elles vivent au quotidien sur le terrain. Des centaines de milliers d'actions construisent chaque jour les fondements d'une société solidaire. Chacun peut constater la solidarité, la créativité et le dynamisme qui s'expriment dans les actions menées par des associations, des élus locaux, des simples citoyens. Elles constituent une base extrêmement large pour construire une société solidaire, responsable et participative. Les associations sont porteuses de ce modèle de société. **Comment montrer aux citoyens actifs que leur action, même modeste et locale, a une portée globale et contribue à l'émergence d'une société solidaire, responsable et participative ? Comment permettre à chacun de contribuer à sa manière au bien commun ?**

Oser relever la tête

La relation avec les politiques doit changer, que ce soit avec les élus ou avec les administrations. Il faut parler franchement, imposer la liberté d'expression, arrêter les concertations quand elles sont bidons et les discours convenus. Mais dans la tête des élus, cette manifestation fait aussi bouger les choses. Là aussi, le dialogue et la confiance sont nécessaires. Ne prenons pas les citoyens pour des imbéciles ! Rappelons-nous que beaucoup ont une capacité d'analyse et de propositions extraordinaire et c'est cela qu'il faut mettre en mouvement.

De même, les associations ne doivent pas être absentes du débat public qui s'instaure. Un travail est nécessaire pour y participer, avec des exemples, en montrant qu'elles ont un rôle fondamental par rapport aux enjeux actuels, alors qu'on leur coupe les vivres.

Quelle action publique dans la durée ?

Les événements nous rappellent la nécessité absolue de construire une société solidaire, responsable et participative. Pour cela, nous avons besoin de plus d'éducation, plus de culture, plus de solidarité. Il nous faut plus de proximité avec les personnes, dans le cœur des communes, comme dans les quartiers populaires ou dans les territoires ruraux. La poursuite des politiques actuelles (rigueur, destruction des droits sociaux, encouragement à la croissance des inégalités) est incompatible avec cette exigence. Au-delà de la question des moyens qui est essentielle (il faut plus d'enseignants, plus de travailleurs sociaux, plus d'animateurs, plus de médiateurs, plus d'acteurs culturels) c'est la hiérarchie des valeurs qui doit être changée. Le droit à l'accumulation indéfinie de profit par une infime minorité doit être renversé, et remplacé par la prééminence retrouvée des droits fondamentaux au niveau mondial, au niveau européen et au niveau national. Seule l'union de tous permettra d'y parvenir.

⁴ Voir Politis du 22 janvier 2015 : « Créer, c'est faire œuvre de responsabilité »

Ce qui menace la démocratie, ce n'est pas une attaque généralisée contre la liberté d'expression, mais de fait un ensemble de mesures qui affaiblissent tous ces espaces que sont les journaux, les associations, les foyers, les comités d'entreprise... Espaces qui sont indispensables à l'exercice des droits. Tout service passé en appel d'offre, toute association municipalisée, tout projet éducatif qui s'arrête faute de moyens sont autant d'atteintes à l'exercice réel des droits.

C'est pourquoi le collectif des associations citoyennes continue de dénoncer le désastre que va constituer pour les associations citoyennes l'application du plan de rigueur, si rien n'est fait, où la mise sous tutelle des associations les plus lucratives pour en faire des sous-traitants d'institutions financière si les projets du G8 sont appliqués⁵. La multiplication des services civiques peut certes apporter un ballon d'oxygène à certaines associations moyennes. Mais elle ne remplace pas la perte des emplois pérennes et qualifiés dont les associations ont besoin pour construire une action dans la durée.

La société ne trouvera pas de remède à la situation actuelle à travers des actions à court terme. L'éducation est une action à long terme. La solidarité joue à l'échelle des générations. L'action sur la santé est également une action dans la durée.

Face aux fanatismes et aux dérives sécuritaires, c'est plus de d'égalité et de fraternité qu'il nous faut construire. Mais il faut surtout retrouver la confiance collective dans la libre action des citoyens, aux antipodes de la folie sécuritaire. C'est au niveau national et mondial qu'il faut reconstruire dans la durée un ordre institutionnel qui redonne la primauté aux droits fondamentaux. Mais c'est au niveau des territoires que tous les acteurs, tous les citoyens peuvent construire la société du vivre ensemble, dans le respect, la dignité et la reconnaissance de la diversité des cultures.

Le Collectif des associations citoyennes a engagé fin 2014 avec le **printemps des associations citoyennes** une démarche de mobilisation. **Celle-ci trouve une nouvelle dimension après les événements de ces derniers jours.** Les associations citoyennes peuvent contribuer à des mobilisations plus larges de l'ensemble des citoyens, à travers la multiplication des débats et des initiatives, pour répondre aux interrogations et aux aspirations qui se sont exprimées le 11 janvier. Bien évidemment, **cela n'est qu'un point de départ, car il faudra des dizaines d'années** pour restaurer la fraternité et la responsabilité au niveau des territoires, du pays et de l'ensemble de la planète. Mais un espoir se lève, sachons le saisir.

⁵ Voir <http://www.associations-citoyennes.net/>